



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 17 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ERAM

La Mine
St Pierre Montlimart
49110 Montrevault-Sur-Èvre

Références : 2024-0320_INSP_ERAM (La Mine)-Montrevault sur Evre_RAP
Code AIOT : 0006303298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement ERAM implanté La Mine St Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERAM
- La Mine St Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006303298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site d'entreposage de chaussures.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Dossier de modification notable des installations (mezzanine)	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 12	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
4	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.5.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Conformité des installations 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Installations électriques - Vérification	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 article Annexe V.I : point 15	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification notable des installations (mezzanine)	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie : points d'eau et réserves	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Compartimentage du bâtiment existant (Mine 1)	Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.2.B.2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie : syst. d'extinction auto.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	Susceptible de suites	Sans objet
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 23	/	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie : exercice	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	/	Sans objet
12	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/12/2023 était respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification notable des installations (mezzanine)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p><u>R181-46 du Code de l'environnement</u></p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p><u>APMED du 18/12/2023</u></p> <p><u>Art. 1</u></p> <p>La société ERAM, exploitant des installations d'entrepôts couverts de chaussées, située au lieu-dit « La Mine », Saint-Pierre Montlimart sur la commune de Montrevault sur Evre, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'annexe V.I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de l'article R181-46 du Code de l'environnement susvisés dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>- en portant à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire les modifications intervenues au sein de l'entrepôt Mine 2 (installation d'une mezzanine) avec tous les éléments d'appréciation afin de confirmer leurs caractères non-substantiels.</p> <p><u>Art. 2</u></p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.</p>
Constats : <p><u>I-Justificatifs attestant du respect des dispositions de l'art. 1 de l'APMED du 18/12/2023</u></p>

L'exploitant n'a pas transmis dans le délai susmentionné de justificatif attestant du respect de ce point de l'APMED. Par courriel du 18/04/2024, il a uniquement transmis un état d'avancement. Suite à la demande de l'IIC en amont de la présente visite, il a transmis, par courriel du 10/06/2024, un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif à la création d'une mezzanine au sein du bâtiment Mine 2.

II- Porter à la connaissance du Préfet des modifications intervenues au sein de l'entrepôt Mine 2 (installation d'une mezzanine) avec tous les éléments d'appréciation afin de confirmer leurs caractères non-substantiels.

Par courriel du 10/06/2024, l'exploitant a transmis un dossier de PAC à l'IIC qui inclut une modélisation des flux thermiques de l'incendie du bâtiment Mine 2 selon la méthode Flumilog. Ce dossier est en cours d'instruction par l'IIC. Un contrôle par sondage de certains éléments de ce dossier et d'hypothèses a été réalisé lors de la visite (cf fiche de constats dossier de modification notable (mezzanine)).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) du 18/12/2023 sont respectées sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : Dossier de modification notable des installations (mezzanine)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II

Thème(s) : Situation administrative, Modification notable

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Par courriel du 10/06/2024, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif à la création d'une mezzanine au sein du bâtiment Mine 2 (et installée en 2006).

Il inclut une modélisation des flux thermiques de l'incendie du bâtiment Mine 2 selon la méthode Flumilog. Elle conclut à l'absence d'effets domino vers d'autres installations et à l'absence d'effets en dehors des limites du site. Toutefois, les limites ICPE ne sont pas représentées sur les plans.

Selon l'exploitant, cette modification notable n'est pas considérée comme substantielle. Toutefois, ce dossier ne décrit pas les mesures de prévention et de protection en place au sein du niveau où

est implantée la mezzanine et en particulier les systèmes de détection incendie et d'extinction automatique actuellement en place ou qui le seront (cf fiches de constats détection incendie et système d'extinction automatique d'incendie). En effet, à ce jour, il n'y a pas de système de détection automatique d'incendie dédié et adapté. L'exploitant ne fournit pas d'élément relatif à la mise en conformité et d'échéancier.

Lors de la visite, un contrôle par sondage de certains éléments du dossier et de certaines hypothèses a pu être vérifié : bâtiment Mine 2 comportant 3 niveaux avec la mezzanine en caillebotis située au 3^e niveau. Le stockage sur cette mezzanine est en racks avec une hauteur maximale de stockage inférieure à 5 mètres. Des extincteurs sont présents sur cette dernière.

Les zones de stockage situées sous la mezzanine ne sont toujours pas couvertes par le système d'extinction automatique d'incendie. Il n'y a toujours pas de système de détection incendie dédié et adapté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier du caractère non-substantiel de la modification en intégrant les limites ICPE sur les plans de modélisation des flux thermiques de l'incendie du bâtiment Mine 2 et en décrivant les mesures de prévention et de protection actuellement en place ou qui le seront en lien avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (détection automatique d'incendie, système d'extinction automatiques, exutoires de fumées etc).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie : points d'eau et réserves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

AM du 11/04/2017 - Annexe V.I - Point 13

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

[...]

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

[...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

[...] En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. [...]

APMED du 18/12/2023

Art. 1

La société ERAM, exploitant des installations d'entrepôts couverts de chaussures, située au lieu-dit « La Mine », Saint-Pierre Montlimart sur la commune de Montrevault sur Evre, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'annexe V.I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de l'article R181-46 du Code de l'environnement susvisés dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en complétant les moyens de lutte contre l'incendie retenus dans la stratégie de lutte contre l'incendie afin de satisfaire le besoin en eau calculé selon la méthodologie D9 du 12/09/2023 (besoin estimé à 330 m³/h pendant 2 h soit 660 m³). Le cas échéant, l'exploitant est en mesure de justifier de la disponibilité des moyens retenus et de leur utilisation par le SDIS en disposant d'une mesure de débits récente d'un poteau incendie privé et/ou public unitaires et en fonctionnement simultané sous une pression dynamique de 1 bar, d'un procès verbal de réception d'un point d'eau par le SDIS, d'un avis du SDIS sur l'utilisation d'un point d'eau situé sur le domaine public ou sur l'utilisation d'un point d'eau privé situé à plus de 100 m de l'accès extérieur de chaque cellule,

Art. 2

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Constats :

I-Justificatifs attestant du respect des dispositions de l'art. 1 de l'APMED du 18/12/23

L'exploitant n'a pas transmis dans le délai susmentionné de justificatif attestant du respect de ce point de l'APMED. Par courriel du 18/04/2024, il a transmis un état d'avancement. Suite à la demande de l'IIC en amont de la présente visite, il a transmis par courriels des 10/06/2024 et 02/07/2024 des éléments sur ce point (dans son dossier de PAC concernant la création d'une mezzanine (cf infra).

II-Compléter les moyens de lutte contre l'incendie retenus dans la stratégie de lutte contre l'incendie afin de satisfaire le besoin en eau calculé selon la méthodologie D9 du 12/09/23 (besoin estimé à 330 m³/h pendant 2 h soit 660 m³) et le cas échéant, être en mesure de justifier de la disponibilité des moyens retenus et de leur utilisation par le SDIS

Par courriel du 10/06/24, l'exploitant a transmis une actualisation du calcul des besoins en eau selon la méthodologie D9 en date de juin 2024 (besoin estimé à 300 m³/h (débit requis de 310,2 m³/h pendant 2 h soit 600 m³). La surface de référence est la zone 2 du bât. Mine 1 avec 6 180 m² de stockage et 1 071 m² d'activité (visualisée lors de la visite). Afin de satisfaire ce besoin, sa stratégie de lutte contre l'incendie reposait alors sur l'utilisation :

- d'une réserve d'eau incendie de 220 m³ équipée de 2 prises d'aspiration pour les engins du SDIS située à moins de 100 m du bât. Mine 1. Lors de la visite, il a pu être constaté qu'un marquage au sol des aires de stationnement était dorénavant disponible, que cette réserve était accessible et qu'un affichage signalant sa fonction et son volume était présent,

- de 2 poteaux incendie (PI) privés (SP8 et SP9) situés à moins de 100 m du bât. Mine 1 dont la dernière vérification du 14/02/2024 par la société Multiprotec montrait des débits unitaires de 69,7 et 134 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar. Lors de la mesure en fonctionnement simultané des 2 poteaux précités, il avait été relevé des débits de 65 et 124 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar (les débits étaient respectivement de 79,9 m³/h sous une pression statique de 3,8 bar pour SP8 et 138 m³/h sous une pression statique de 1,8 bar pour SP9).

Compte tenu qu'avec les moyens précités les objectifs des besoins en eau (en débit et en volume) définis dans le calcul D9 de juin 2024 n'étaient pas totalement atteints (débit de 299 m³/h pour un objectif de 300 m³/h et volume de 598 m³ pour un objectif de 600 m³), l'exploitant a proposé de retenir dans sa stratégie un poteau incendie (SP10) situé sur le domaine public à environ 150 m de l'entrée du site (et à moins de 200 m du bât. Mine 1). La dernière mesure de débit de ce poteau par la société Multiprotect le 14/02/2024 montrait un débit de 80,3 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar. Il n'avait pas été effectué de mesure de débit en fonctionnement simultané des 3 poteaux SP8, SP9 et SP10 lors de la mesure du 14/02/2024. Par courriel du 02/07/2024, l'exploitant a transmis une mesure en fonctionnement simultané des 3 poteaux, il a été relevé des débits de 36,7, 101 et 344 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar pour SP8, SP9 et SP10.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé sa nouvelle stratégie de lutte contre l'incendie (utilisation de sa réserve de 220 m³, du PI privé SP9 et du PI public SP10, visualisés lors de la visite). L'exploitant

ne disposait pas de l'avis du SDIS sur l'utilisation du PI SP10.

L'inspection des installations classées a alerté l'exploitant sur l'écart significatif des mesures de débit sur le PI SP10 entre février et juin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriels des 05/09/2024 et 16/09/2024, l'exploitant a transmis des éléments justifiant de l'accord du SDIS pour l'utilisation du poteau incendie SP10.

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et de 2 de l'APMED du 18/12/23, sont respectées à l'issue des actions engagées par l'exploitant.

=> Veiller à effectuer des mesures régulières des débits unitaires et en fonctionnement simultané sous une pression dynamique de 1 bar des poteaux incendie SP9 et SP10 afin de s'assurer de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie pour atteindre les objectifs des besoins en eau définis dans le calcul D9 de juin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 12

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AM du 11/4/2017 - Annexe V.I : point 12

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Guide Entrepôts, version de février 2023 : fiche V.11

Le point 12 de l'annexe II de l'arrêté du 11/4/2017 indique que la détection automatique d'incendie dans les cellules peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas de celles comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Il faut donc une détection spécifique (dédiée et adaptée) par étage de mezzanine dans les cellules en comportant au moins une.

AP du 3/5/1990 : art. 6a

Toutes les cellules de stockage seront équipées d'un dispositif de détection automatique d'incendie. Le type de détecteur sera déterminé en fonction des produits, objets ou matériels entreposés. Il sera conforme aux normes en vigueur. Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations.

Constats :

Inspection du 04/10/2023

=> Justifier que le système d'extinction automatique d'incendie présent dans le bâtiment Mine 1 est conçu pour assurer la détection incendie compte tenu des produits stockés et des conditions

de stockage.

Par courriel du 02/07/2024, l'exploitant a transmis un mail de la société UXELLO du 12/06/2024 justifiant que le système d'extinction automatique d'incendie présent dans le bâtiment Mine 1 est conçu pour assurer la détection incendie compte tenu des produits stockés et des conditions de stockage et conformément au certificat N1 du 06/03/2015.

Inspection du 04/10/2023

=> Mettre en place un système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment Mine 2 qui dispose d'une mezzanine.

Par courriel du 10/06/2024, l'exploitant a transmis un dossier de PAC à l'IIC qui inclut une modélisation des flux thermiques de l'incendie du bâtiment Mine 2 selon la méthode Flumilog. Elle conclut à l'absence d'effets domino vers d'autres installations et à l'absence d'effets en dehors des limites du site.

Au jour de la visite, il n'y a toujours pas de système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment Mine 2 qui dispose d'une mezzanine depuis 2006. Les zones de stockage sous la mezzanine ne sont pas couvertes par le système d'extinction automatique d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Mettre en place un système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment Mine 2 qui dispose d'une mezzanine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Inspection du 04/10/2023

=> Compléter l'étude des effets thermiques en calculant les distances pour chaque cellule en feu prise individuellement pour les autres cellules de l'entrepôt (bâtiment Mine 2 et zone 2 du bâtiment Mine 1).

Inspection du 17/07/2024

Par courriel du 10/06/2024, l'exploitant a transmis les résultats de la modélisation de l'incendie du bâtiment Mine 2 selon la méthode Flumilog. Elle conclut à l'absence d'effets domino vers d'autres installations et à l'absence d'effets en dehors des limites du site. Toutefois, les limites de propriété du site (tout comme dans la modélisation de la zone 1 du bâtiment Mine 1) n'y sont pas reprises

afin de justifier cette conclusion.
Au jour de la visite, la modélisation de l'incendie de la zone 2 de bâtiment Mine 1 n'avait pas été réalisée. Lors de la visite, il a pu être constaté qu'il n'y avait pas de tiers à proximité de la zone 2 du bâtiment Mine 1 (les tiers étant à proximité de la zone 1).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Compléter l'étude des effets thermiques en calculant les distances pour chaque cellule en feu prise individuellement pour les autres cellules de l'entrepôt (zone 2 du bâtiment Mine 1) et en intégrant les limites ICPE afin de justifier de l'absence d'effets en dehors des limites du site (pour les modélisations déjà effectuées).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Compartimentage du bâtiment existant (Mine 1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.2.B.2
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <u>AP du 3/5/1990 : art. 3.2.B.2</u> Dans un délai de 3 mois un mur coupe-feu de degré deux heures sera édifié pour couper l'entrepôt en deux cellules de 9 000 m ² de surface unitaire maximale. [...] Les portes séparant les cellules seront coupe-feu de degré 2 h et seront munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.
Constats : <u>Inspection du 04/10/2023</u> => Justifier du bon fonctionnement de la fermeture automatique du rideau EI120 entre les zones 1 et 2 du bâtiment Mine 1 en réalisant des tests réguliers. <u>Inspection du 17/07/2024</u> Par courriel du 02/07/2024, l'exploitant a transmis la dernière vérification des portes coupe-feu du site par la société Chronofeu du 20/03/2024 faisant état de la nécessité de remplacer une batterie sur une porte (action corrective réalisée le 07/05/2024). Selon le rapport, le test de la fermeture automatique du rideau EI120 entre les zones 1 et 2 du bâtiment Mine 1 a été effectué à cette occasion. Il n'a pas été effectué de test de cette nature lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.
Constats : <u>Inspection du 04/10/2023</u> => Justifier des mesures prises pour récupérer et traiter les eaux d'extinction de la zone de stockage des produits d'entretien susceptibles d'entraîner des matières dangereuses (aérosols

également dangereux pour l'environnement) et prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Le cas échéant, réaliser des travaux afin de pouvoir les recueillir (si besoin dans le bassin de 550 m³).

Par courriel du 02/07/2024, l'exploitant a transmis une actualisation du calcul des besoins de confinement des eaux d'extinction selon la méthodologie D9A en date du 12/09/2023 (besoin estimé à 1 691 m³). Il a également réalisé un calcul en cas de suppression du bâtiment Mine 1 (arrêt d'activité envisagé pour cette installation), le besoin serait alors de 1 422 m³. Il souhaiterait entamer une démarche pour réaliser un bassin dimensionné selon le D9A précité (étude technique, chiffrages, dépôt d'un permis de construire...) à l'échéance de 2025.

Lors de la visite, il a été constaté :

- que le bassin situé en contrebas du bâtiment Mine 2 était toujours en mauvais état et n'était pas étanche (géomembrane déchirée). Il ne peut donc pas remplir sa fonction,

- la présence d'aérosols également dangereux pour l'environnement dans la zone de stockage des produits d'entretien du bâtiment Mine 1 en quantités limitées et inférieures au seuil de classement ICPE. Il n'existe pas de zone de rétention dédiée à ce stockage. Les eaux d'extinction de cette zone susceptibles d'entraîner des matières dangereuses pourraient être dirigées dans la cellule de l'entrepôt et/ou vers un regard extérieur d'eaux pluviales situé derrière une issue de secours. L'exploitant n'a pas su indiquer l'exutoire de ce regard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier des mesures prises pour récupérer et traiter les eaux d'extinction de la zone de stockage des produits d'entretien susceptibles d'entraîner des matières dangereuses (aérosols également dangereux pour l'environnement) et prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Le cas échéant, réaliser des travaux afin de pouvoir les recueillir (si besoin dans le bassin de 550 m³).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie : syst. d'extinction auto.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AM du 11/4/2017 - art. 13

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

AP du 03/05/1990 - Art. 3.3.6b

Les moyens de lutte conformes aux normes en vigueur comporteront :

- [...] une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée.

Constats :

Inspection du 04/10/2023

=> Justifier du traitement des non-conformités et des observations formulées dans le dernier rapport de vérification de la société UXELLO du 9/5/2023 selon le référentiel APSAD R1.

=> Veiller à entretenir régulièrement le système d'extinction en traitant, dans une cinétique adéquate, les non-conformités et les observations et en tenant à disposition de l'IIC les

enregistrements associés.

Par courriel du 02/07/2024, l'exploitant a transmis :

- la dernière vérification Q1 du système d'extinction automatique d'incendie réalisée par la société Uxello du 29/05/2024 (la précédente datant du 21/11/2023). Ce rapport fait état de 2 observations (état d'avancement non précisé par l'exploitant) et 2 non-conformités (sans risque de mise en échec du système) relatives à l'entretien des réserves d'eau SA et SB (inspection et nettoyage programmé le 08/07/2024 selon bon d'intervention transmis) et au maintien d'allées de 2,4 m de large dans la zone PUB et le niveau 0 du bâtiment Mine 2 (prises en compte par l'exploitant selon rapport annoté).

Lors de la visite,

- l'exploitant a indiqué que l'action relative à l'entretien des réserves SA et SB était décalée au 12/08/2024,

- il a pu être constaté la présence d'allées de 2,4 m de large entre les stockages libres au sol et les étagères dans la zone PUB du bât. Mine 1 et au niveau 0 du bât. Mine 2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité des installations 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations existantes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Pour les installations existantes, les annexes IV, V et VI définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II. [...] Pour toutes les installations existantes, pour les installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation a été réalisé avant le 1^{er} janvier 2021, ainsi que pour les installations régulièrement mises en service au 1^{er} janvier 2021 nouvellement soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre de la rubrique 1510 en vertu du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées, les dispositions applicables sont complétées par les dispositions de l'annexe VIII.

Constats :

Inspection du 04/10/2023

=> Justifier de la conformité des installations classées 1510 par rapport aux dispositions de l'annexe V.I et VIII de l'AM du 11/04/2017 en transmettant la revue de conformité réalisée et le plan d'actions accompagné d'un échéancier de mise en conformité.

Par courriel du 02/07/2024, la revue de conformité a été transmise. Elle met en évidence d'autres non-conformités que celles objets de l'APMED du 18/12/2023 et relatives au contenu du dossier ICPE, aux eaux pluviales... Selon ce document, la conformité de plusieurs points est à vérifier.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir de délais relatifs à la vérification des points précités et à la fourniture d'un échéancier de mise en conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier de la conformité des installations classées 1510 par rapport aux dispositions de l'annexe V.I et VIII de l'AM du 11/04/2017 en complétant la revue de conformité réalisée et en transmettant un plan d'actions accompagné d'un échéancier de mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection

incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

Inspection du 04/10/2023

=> Établir un plan de défense incendie répondant aux dispositions du point 13 de l'annexe V.I de l'AM du 11/04/2017 pour le 31/12/2023.

Par courriel du 02/07/2024, l'exploitant a transmis le plan de défense incendie du 18/04/2024.

Au jour de la visite, l'exploitant a indiqué que ce plan de défense incendie (PDI), version du 18/04/2024, était disponible électroniquement sur le réseau du site et à distance. Il est également disponible en version papier en 3 lieux du site (constaté au niveau de l'accueil du bât. Mine 1 et à proximité d'entrées des niveaux 0 et 1 de du bât. Mine 2). Un contrôle par sondage de ce dernier a permis de constater la présence des éléments suivants dans le PDI : plans du site, des stockages et des réseaux, mesures de prévention, moyens techniques et humains, procédures de mise en sécurité des utilités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie : exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Inspection du 04/10/2023

Le dernier exercice de défense contre l'incendie a eu lieu le 22/10/2021 et a fait l'objet d'un

compte-rendu remis lors de la visite. A cette occasion, la fermeture des portes coupe-feu a notamment été mise en œuvre. Il n'est pas prévu d'en réaliser en 2023.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas effectué d'exercice depuis la précédente inspection. L'IIC a rappelé l'obligation d'en réaliser un avant le 22/10/2024. Il a indiqué travailler sur sa préparation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installations électriques - Vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/ 2017 article Annexe V.I : point 15

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques : entretien et contrôle

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

Par courrier électronique du 02/07/2024, l'exploitant a transmis :

- le compte-rendu de vérification des installations électriques par Bureau Veritas (au titre des assureurs, vérification Q18) de l'entrepôt qui conclut que les installations électriques peuvent entraîner de risques d'incendie et d'explosion (Q18 du 19/10/2023 recensant 7 constats de dangers qui avaient déjà été signalés lors des précédents contrôles),
- le rapport de vérification des installations électriques du 23/10/2023 suite à l'intervention de Bureau Veritas des 17-19/10/2023 qui fait état de 24 anomalies dont 21 déjà signalées (précédente vérification du 09/10/2022),
- l'état d'avancement des constats de danger issus du Q18 (1 sans objet et 6 traités) et du rapport de vérification précité (19 traitées sur 24 au 02/07/2024),
- le dernier contrôle des installations électriques par thermographie de l'entrepôt suite à l'intervention de Bureau Veritas du 02/10/2023 (précédente du 17/12/2018) et l'attestation Q19 présentant aucune anomalie.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu justifier le caractère "sans objet" du dernier constat de danger du Q18 et préciser si les travaux relatifs aux 4 anomalies du rapport de Bureau Veritas du 02/10/2023 (prévus en semaine 28) avaient été réalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriel du 18/07/2024, l'exploitant a justifié le caractère "sans objet" du dernier constat de danger du Q18 du 19/10/2023.

=> Confirmer la réalisation des travaux, suite aux observations formulées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 23/10/2023, afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 15

Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord, contrôles, enregistrement impact

Prescription contrôlée :

AM du 11/04/2017 - Annexe V.I - point 15 : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

AM du 4/10/2010 - art. 19

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

AM du 4/10/2010 - art.20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

AM du 4/10/2010 - art.21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Par courriel du 02/07/2024, l'exploitant a transmis :

- le carnet de bord complété comprenant les informations relatives à l'analyse de risque foudre (ARF) par RG Consultant du 27/11/2015, l'étude technique (ET) par RG Consultant du 27/11/2015, aux travaux réalisés suite à l'ET par Duval Messien du 02/05/2017, la vérification initiale du 25/10/2017 et aux vérifications annuelles (visuelles et complètes en alternance : dernière vérification complète du 13/12/2022 et dernière vérification visuelle du 13/12/2023),

- le rapport de la dernière vérification (visuelle) des installations de protection contre la foudre du 13/12/2023 par la société BCM Foudre faisant état que certains éléments n'ont pas été remis lors de la vérification (notice de vérification et de maintenance, plan d'implantation des protections et carnet de bord). Aucune non-conformité n'a été relevée sur les 4 parafoudres de l'établissement (absence de paratonnerre sur le site).

Lors de la visite, le dernier rapport de vérification complète de décembre 2022 a pu être consulté (aucune observation relevée par l'organisme).

Type de suites proposées : Sans suite